

NEWS

SOLIDARNOŚĆ

Date: le 15 juin 1984

B.D.I.C

No: 25

BOGDAN LIS, un des dirigeants de la Commission Temporaire de Coordination (TKK), la direction exécutive nationale de NSZZ "Solidarnosc" en Pologne, a été réperé par la police secrète et arrêté le 9 juin à 5h00 du matin à Gdansk. Krzysztof Dowgiallo, Witold Marczuk et Andrzej Szlupczynski ont été arrêtés en même temps que Lis.

Lis, 32 ans, est un mécanicien de Gdansk où il travaillait dans l'entreprise Elmor. En 1978, il fait partie du Comité Initiateur du Syndicat Libre (WZZ). Il est un des organisateurs de la grève de 1980 à Elmor. A ce titre, Lis devient un des membres-dirigeants du Comité Inter-Entreprise de Grève (MKS) au chantier naval de Gdansk. Il prend part à l'élaboration des 21 revendications originales des travailleurs et est un des co-signataires des Accords de Gdansk. Par la suite, il devient le collaborateur de Walesa, responsable des affaires internationales au sein de la Direction Nationale Provisoire (KKP) de "Solidarnosc" avant le Premier Congrès de septembre-octobre 1981. Il est élu à la Commission Nationale lors de ce Congrès.

Son arrestation est une grande perte pour "Solidarnosc" même si tout comme l'a affirmé Lech Walesa le 10 juin, "la TKK continue de fonctionner normalement et sans interruption". La TKK fut formée le 22 avril 1982 par les quatre dirigeants de proue qui ont évité d'être arrêtés après l'imposition de la loi martiale le 13 décembre 1981. Il s'agit de Zbigniew Bujak (Varsovie), Wladyslaw Frasyniuk (Wroclaw), Wladyslaw Hardek (Krakow), et Bogdan Lis (Gdansk). D'autres personnes les ont rejoints depuis, bien qu'il n'y ait actuellement que quatre membres actifs: Zbigniew Bujak, Tadeusz Jedynek, Marek Muszynski et Eugeniusz Szumiejko. Les membres de la TKK en prison sont Wladyslaw Frasyniuk, Piotr Bednarz, Bogdan Lis, Josef Palubicki et Josef Pinior. Wladyslaw Hardek fut le seul à démissionner publiquement de la TKK après avoir été arrêté puis relâché par la police secrète.

JOHN VANDERVEKEN, Secrétaire Général de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), a rendu hommage à Bogdan Lis le 11 juin à Genève lors de la 70ème Conférence Internationale du Travail.

"Je veux saluer le courage et la détermination de ce syndicaliste dont l'action pacifique vise à obtenir le respect, par son pays, des conventions de l'OIT en ce qui concerne la liberté syndicale et particulièrement le droit des travailleurs à s'organiser librement en syndicats".

Selon le Secrétaire Général de la CISL, cette arrestation intervient au moment-même où la Commission d'Enquête du Bureau International du Travail s'apprête à publier son rapport sur la Pologne qui en dit long sur la situation des droits syndicaux dans ce pays.

M. LIONEL MURRAY, Secrétaire Général du Trade Union Congress (Grande Bretagne) a exprimé sa consternation

au sujet de l'arrestation de Bogdan Lis le 12 juin. "Il est temps que les autorités polonaises comprennent qu'elles ne pourront résoudre la crise économique et politique dans le pays à moins de renoncer définitivement à la coercition et à la répression et d'entamer un dialogue authentique et des négociations avec les dirigeants élus de "Solidarnosc". Enfermer et maintenir en prison des gens tels que Bogdan Lis n'est pas une solution: cela ne fait qu'exacerber tous les problèmes.

LA DATE DU PROCES de Jacek Kuron et Adam Michnik (conseillers de "Solidarnosc") et de Zbigniew Romaszewski et Henryk Wujec (membres de la Commission Nationale de "Solidarnosc") a été fixée pour le 13 juillet 1984. Les quatre sont membres de l'ancien KSS "KOR" et avec les sept de "Solidarnosc" sont les principaux dirigeants syndicaux emprisonnés. Les quatre sont détenus à la prison Rakowiecka depuis deux ans et demi sans procès. Ils comparaitront sous l'inculpation de "complot contre l'Etat" (articles 128 et 123 du code pénal) en tant que membres du KOR. Ils risquent jusqu'à 10 ans de prison. La date du procès fut fixé un jour après le début de la grève de la faim entamée par Jacek Kuron, qui exigeait des autorités soit d'ouvrir le procès, soit de le mettre en liberté faute de preuves.

NOUS LUTTONS pour déterminer si nous serons une société soumise ou une société civile, affirme Zbigniew Bujak, faisant référence aux élections municipales et cantonales du 17 juin, dans un article paru dans une publication clandestine le 24 mai. Bujak, membre de la direction clandestine de "Solidarnosc" (TKK), souligne que les valeurs morales sont intimement liées à la tradition-même de "Solidarnosc". Tous ceux qui s'identifient à ces valeurs ont le devoir de boycotter les élections et de servir "d'exemple moral" aux indécis. Parmi les électeurs il y a un grand nombre de jeunes: il est nécessaire qu'ils soient pleinement conscients de la situation politique dans laquelle se trouve le pays. C'est légal de boycotter, souligne Bujak, et c'est une violation du code pénal que de punir ceux qui participeront à un boycott.

Selon Bujak, amasser de l'information sur les résultats des élections est une des initiatives les plus importantes du syndicat "Solidarnosc" depuis l'imposition de la loi martiale le 13 décembre 1981. Et plus importante encore que les statistiques, ajoute-t-il, est l'atmosphère régnante après les élections. Si les travailleurs sont satisfaits du résultat du boycott et si ceux qui ont voté docilement sont embarrassés, toute falsification des résultats par les autorités sera vaine.

De plus, un boycott de grande envergure permettra aux travailleurs de défendre ouvertement le pluralisme syndical et leurs droits, sans avoir peur de représailles. Il rappèlerait aux autorités qu'elles sont tenues responsables de leurs actions.

4° P. 12007

PIOTR BEDNARZ, membre emprisonné de la Commission Temporaire de Coordination (TKK), fut transporté à la fin du mois de mai à la clinique de l'Académie de Médecine de Varsovie suite à sa deuxième tentative de suicide. La santé de Bednarz s'est sérieusement détériorée lors de sa détention à la prison de Barczewo; il a subi deux opérations dont une dans un hôpital de prison et l'autre le 19 mai dans un hôpital d'Olsztyn. Romuald Szeremietiew, membre de la Confédération pour une Pologne Indépendante (KPN), détenu aussi à Barczewo, a récemment souffert d'une autre crise cardiaque.

FRANCOISE BALUKA, épouse du dirigeant syndical de NSZZ "Solidarnosc" Edmund Baluka, détenu à la prison de Barczewo depuis l'imposition de l'état de guerre, a finalement été autorisée à voir son mari. Son cas prouve une fois de plus que les autorités polonaises réagissent aux pressions de l'Occident et de ceux qui défendent les prisonniers politiques en Pologne. F. Baluka n'avait pas vu son mari depuis l'imposition de la loi martiale, lorsqu'elle fut forcée de quitter la Pologne. Le couple put se voir sans gardiens pendant deux heures et demi. D'après Mme Baluka, son mari est très affaibli suite à une grève de la faim récente, mais "du point de vue moral, égal à lui-même". Mme. Baluka et son fils regagnèrent Paris après la réunion.

BARBARA SADOWSKA, poétesse et mère de l'étudiant Grzegorz Przymyk, mort en mai '83 des suites de blessures internes infligées par la police polonaise deux jours après son arrestation, a annoncé le 31 mai à l'ouverture du procès des 6 personnes impliquées dans cette affaire, qu'elle retirait sa plainte.

Dans une déclaration écrite que le juge refusa de lire à voix haute, Sadowska affirme que les bureaucrates ont tout fait pour cacher les faits. "La nation entière sait que les policiers battent les gens dans les commissariats de police (...) les autorités disent "de le prouver" - comme s'ils ne savaient pas que les gens ont peur des repréailles ou des accusations en diffamation lors des procès où - sans exception - les juges ne croient que ce que disent les policiers". Sadowska avait elle-même été victime de brutalité policière lors d'une descente à la mission caritative de St. Martin à Varsovie en mai dernier, deux semaines avant la mort de son fils.

JACEK SZYMANDERSKI, un ancien fonctionnaire de "Solidarnosc", journaliste et sociologue employé par l'Académie Polonaise des Sciences, fut arrêté le 18 mai au matin. Szymanderski est un des 15 premiers signataires d'une lettre qui demande la reconnaissance du statut de prisonnier politique et qui devait être envoyée à la Commission des Affaires Intérieures et de la Justice de la Diète polonaise. Le domicile de Szymanderski fut fouillé et des copies de la lettre avec les signatures (près de 5000) furent confisquées.

15 PERSONNES (dont deux étudiants de l'Université de Varsovie) ont été interpellés lors de la semaine du 8 mai, suite à une perquisition policière dans une maison d'édition clandestine de Varsovie où ils travaillaient.

RADIO "SOLIDARNOSC" de la région Slask-Dabrowski fit son entrée sur les ondes avec une émission de 5 minutes animée par la Commission Régional Exécutive de "Solidarnosc" le 29 avril.

UNE CONFERENCE ACADEMIQUE sur la réforme économique, organisée par le Conseil Officiel des Travailleurs de l'Entreprise "Elana" à Torun, devait avoir lieu les

25-26 avril. Les organisateurs espéraient voir en cette conférence la première rencontre entre les autorités et les représentants des organisations autogestionnaires des travailleurs afin de discuter de questions économiques. Parmi les invités se trouvaient le Ministre de la Réforme Economique, M. Baka et J. Barecki, le chef de la commission parlementaire pour l'autogestion des travailleurs. Tous deux avaient annoncé leur participation depuis longtemps. Parmi les invités, il devait y avoir également des responsables et des représentants des Conseils Officiels de Travailleurs des 20 plus grandes entreprises ainsi que des experts - dont ceux de "Solidarnosc" n'étaient pas exclus. La réunion n'eut jamais lieu. Le président du Conseil Officiel des Travailleurs avait été menacé par un agent de la police secrète, qu'il pourrait lui arriver un accident fâcheux si la conférence se tenait comme prévu. Les membres du Parti Communiste du Conseil des Travailleurs convoquèrent alors une réunion spéciale du Conseil sans la participation de certains de ces membres. Ils ont menacé de faire venir un officier militaire à Elana si la conférence n'était pas annulée et d'arrêter la livraison de matières premières à la manufacture de produits synthétiques. Le président du Conseil, Stanislaw Czuszel, appela ses membres à ne pas se laisser intimider par de telles menaces mais on rejeta sa motion: Czuszel annonça alors sa démission en déclarant: "Vous venez d'enterrer le Conseil des Travailleurs à Elana.

"SOLIDARNOSC" RURAL a publié des tracts en appelant au boycott des élections municipales et cantonales du 17 juin. Ces tracts invitent les électeurs à boycotter les réunions pré-électorales et à assister pendant ce temps aux services religieux; à prendre note des gens qui votent et à retarder la livraison du lait le jour des élections.

"ACTION 3 x 5: la surveillance de la participation aux élections". Ce sont des instructions émises par le réseau clandestin en Pologne au sujet du boycott des élections du 17 juin. Les gens sont appelés à compter le nombre de personnes quittant les bureaux de vote et ce durant 3 périodes de 5 minutes situées à différents moments de la journée. Les chiffres doivent être notés sur une grille 3 x 5 et ensuite transmis aussitôt que possible à "Solidarnosc" par les canaux clandestins.

LE SERVICE POSTAL CLANDESTIN de "Solidarnosc" a imprimé une série de 11 timbres affichant l'insigne de "Prisonniers de Conscience" dédié aux 11 syndicalistes, conseillers et dirigeants de "Solidarnosc" emprisonnés. Les timbres bleus sont vendus au prix de 440 zlotys la série.

10 REPRESENTANTS des syndicats libres bannis par les autorités en même temps que NSZZ "Solidarnosc" en octobre 1982, lancent un appel en faveur du pluralisme syndical. Dans une lettre au Conseil d'Etat, les signataires encouragent les autorités à permettre l'établissement de syndicats autres que ceux organisés par les autorités après la loi martiale. La lettre du 27 avril, publiée dans la presse occidentale le 18 mai, affirme que la restauration du pluralisme syndical, promis par la loi d'octobre 1982, est une condition indispensable pour la stabilisation de la situation en Pologne et qu'elle ne constitue aucun risque pour l'ordre légal d'un pays socialiste ou pour ses alliés.

Parmi les signataires se trouvent Lech Walesa pour NSZZ "Solidarnosc", Bogdan Fiutkowski (président de la Commission de Travail de la Confédération des Syndicats Autonomes), Jan Trynkowski (membre du Con-

seil Central du Syndicat des Enseignants Polonais), et Albin Melcer (Secrétaire du Syndicat de Branche de l'Industrie de la Construction).

LE JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE POLONAIS, Trybuna Ludu, affirmait dans son édition du 22 mai que le Bureau de Coordination à l'Etranger de NSZZ "Solidarnosc" est situé dans les édifices du siège social de l'OTAN à Bruxelles. En fait, le Bureau se trouve dans

un modeste immeuble mis à notre disposition par la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) - un des plus grands syndicats de Belgique. Notre adresse est 9, avenue de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles.

SOURCES: Herald Tribune 1.06.84, 13.06.84; KOS no. 54; Libération 8.06.84; Tygodnik Mazowsze no. 89; Tygodnik Wojenny no. 85-86; Uncensored Poland News Bulletin no. 10/84; Wola no. 18.